

"L'énergie dans la décennie 1980"

Par:
Professeur Antoine Ayoub
Directeur du Groupe de Recherche
en Economie de l'Energie - GREEN
Université Laval

Notes pour un discours prononcé au
Congrès 1980 de la Chambre de Commerce de la
Province de Québec

Québec-Hilton, 31 octobre 1980

Monsieur le Président,

Mesdames et Messieurs,

Permettez-moi, Monsieur le Président, de commencer par m'acquitter d'une agréable dette. Je voudrais, en effet, remercier très sincèrement votre honorable Association et d'une manière toute spéciale Monsieur Pierre Tremblay, Président du Comité de votre Congrès, de m'avoir offert l'occasion de m'adresser aujourd'hui à vos distingués participants.

Je suis, en effet, de ceux qui croient que les relations et les contacts entre l'Université et l'entreprise sont non seulement mutuellement bénéfiques à ces deux institutions, mais qu'ils sont rendus nécessaires, voire même indispensables, dans le monde difficile et complexe que nous vivons actuellement et que nous sommes appelés à affronter dans l'avenir. Pour nous, universitaires, ces échanges nous obligent à sortir de notre tour d'ivoire pour examiner les réalités telles qu'elles sont et non pas telles que nous souhaitons qu'elles soient. Pour vous, hommes d'affaires, ces échanges pourront éventuellement vous aider à situer vos décisions quotidiennes dans une perspective et dans un cadre plus large et plus englobant. C'est là, me semble-t-il, une démarche dont tout homme de gestion d'aujourd'hui ressent profondément la nécessité et l'urgence.

C'est donc dans cet esprit que je voudrais livrer à votre réflexion une série d'observations et de commentaires qui formeront, à mon avis, le cadre général de l'avenir énergétique qui nous attend dans la décennie qui

commence. Je dis bien commentaires et observations et non pas prévisions ou prédictions, car les événements politiques imprévisibles et intempestifs m'incitent à beaucoup de modestie dans ce domaine. Il suffit, en effet, d'évoquer la guerre meurtrière qui se déroule actuellement entre l'Irak et l'Iran dans la zone pétrolière la plus névralgique du monde pour se rendre compte de la fragilité de tout scénario qui prétend prévoir l'avenir avec certitude.

Ces précautions étant soulignées, il nous faut quand même entrevoir un peu cet avenir pour pouvoir agir dès aujourd'hui sur lui et peut-être, ainsi, l'infléchir ou tout au moins se préparer à l'affronter. Deux points, à cet égard, me semblent devoir retenir notre attention.

Le premier est que les années 80 vont être, sur le plan énergétique mondial, des années de transition très difficiles et très coûteuses. Le second touche plus particulièrement la question de l'autosuffisance énergétique du Canada comme réponse à l'évolution de la situation mondiale. J'examinerai, tour à tour, ces deux questions.

I. La situation énergétique mondiale dans les années 80

Quels sont les facteurs qui vont commander l'avenir énergétique dans les dix prochaines années? J'en vois, pour ma part, cinq facteurs décisifs.

1. Le recours massif au pétrole restera indispensable pour assurer les besoins énergétiques du monde pendant les dix à vingt prochaines années. C'est la conclusion unanime d'une centaine d'études entreprises dans le monde entier depuis 1973. S'il doit y avoir erreur dans cette conclusion, elle sera alors l'erreur universelle et commune de centaines de géologues, d'industriels et

d'économistes à travers le monde. Dans l'hypothèse d'une croissance économique modérée (3% pour les pays de l'OCDE en moyenne) et avec un bon effort d'économies d'énergies, le pétrole continuera quand même d'occuper la première place dans le bilan énergétique mondial. En 1990, 46% de ce bilan proviendra du pétrole, 21% du charbon, 16% du gaz naturel, 10% du nucléaire, 7% de l'énergie hydraulique et presque rien des énergies nouvelles (solaire, éolienne, etc.). La persistance du pétrole, comme source d'énergie dominante, s'explique par plusieurs raisons dont les plus importantes sont: a) les énergies non pétrolières ne sont pas immédiatement disponibles et réclament un délai de 6 à 10 ans pour être produites et livrées sur le marché en quantités significatives; b) le coût d'investissement de ces énergies, exception faite du charbon, est beaucoup plus élevé que celui du pétrole; c) toutes les énergies non pétrolières réclament une adaptation des équipements d'utilisation existants, donc un coût supplémentaire et du temps. Traduit en chiffres, ce recours massif au pétrole veut dire que les économies de marché (incluant les pays de l'OCDE et les pays du Tiers-Monde) auront besoin pour boucler leur comptabilité énergétique d'importer quelques 35 millions barils de pétrole par jour à l'horizon de la décennie. D'où viendra ce pétrole dont on aura tant besoin?

2. La production et les réserves pétrolières majeures se trouvent localisées dans les pays de l'OPEP parmi lesquels l'Arabie Saoudite occupe une position dominante à cet égard.

Sur la scène pétrolière mondiale ce pays bat, en effet, tous les records. Il dispose de loin des plus importantes réserves prouvées (environ 23% du total mondial et presque 35% de l'ensemble de l'OPEP). Il est le premier producteur et le premier exportateur mondial de ce produit stratégique avec

environ 10.5 millions de barils par jour de production. Si l'on ajoute à la production de ce pays, la production des autres pays du Golfe Arabo-persique comme l'Irak, le Koweït, les Emirats Arabes Unies on se rendra vite compte que l'équilibre pétrolier du monde durant les prochaines années dépendra directement de cette région du monde.

Cette position centrale au niveau des réserves et de la production actuelle se trouve, aussi, confirmée quand on s'interroge sur les probabilités des découvertes futures. En effet, la plupart des études géologiques démontrent que 50% des réserves potentielles et que presque la majorité des gisements super-géants (5 milliards de barils) et géants (500 millions de barils) se trouvent dans cette région du monde. Ces études prouvent donc largement l'idée assez répandue dans les milieux professionnels que là où se trouvent les gisements les plus importants actuellement, se trouveront aussi les gisements à découvrir dans le futur. La conclusion à retenir est que la concentration géographique des réserves et de la production dans la région du Golfe continuera à être le fait incontestable pour très longtemps encore. Cette conclusion donne la juste mesure des découvertes possibles dans d'autres régions du monde comme le Mexique, la Mer du Nord, l'Alaska, etc. où les coûts d'exploration et d'extraction ainsi que la productibilité des puits sont loins d'être comparables à ceux des pays arabes du Golfe.

Si cette conclusion se vérifie, il serait alors extrêmement important de se demander quels sont les facteurs qui vont pousser ces pays à produire assez de pétrole pour assurer la sécurité des approvisionnements des pays importateurs. La réponse à cette question constitue notre troisième jalon dans la description du futur énergétique mondial.

3. Dans leur décision de fixer le niveau de leur production future, les pays du Golfe, surtout l'Arabie Saoudite, seront obligés de tenir compte d'abord et en premier lieu des facteurs d'ordre politique national, régional et international et dans un deuxième temps seulement des facteurs d'ordre économique.

Dans un certain sens, il est heureux que cela soit ainsi.

Car, si l'Arabie Saoudite décidait de ne tenir compte que des facteurs économiques, il y aurait de grands risques de voir ce pays diminuer sa production pétrolière d'aujourd'hui et même de demain. En effet, entre des dollars en supplément (les fameux "pétro-dollars") placés ici et là en bons du trésor ou même en actif industriel et des barils de pétrole enfouis sous terre, elle n'hésitera pas trop longtemps. Elle optera certainement pour les barils d'autant plus que la valeur des dollars est érodée par l'inflation au moment où les barils sont à l'abri des fluctuations monétaires. Cet aspect du problème prend encore plus d'importance quand on sait que ce pays a une faible population donc une faible capacité d'absorption efficace du capital et au moment où ses réserves monétaires actuelles dépassent largement ses besoins.

Or, ce pays a démontré à plusieurs reprises déjà le rôle que jouent les facteurs politiques dans sa décision de fixer le niveau de sa production. Une première fois lors de la crise iranienne quand il a augmenté sa production d'environ 2 millions de barils par jour pour compenser la baisse de la production iranienne suite à la révolution contre le Chah. La deuxième fois, se déroule actuellement sous nos yeux puisque ce pays déclare vouloir faire le maximum pour diminuer les effets de la guerre Irako-Iranienne sur l'offre pétrolière mondiale. Il faut donc reconnaître que la sécurité des approvisionnements

de l'Occident est un souci constant et majeur de l'Arabie Saoudite pour la simple et fondamentale raison que ce pays considère la stabilité de l'Occident comme un gage contre les attaques subversives à son propre régime qui se veut l'allié indéfectible des Etats-Unis et du monde Occidental. Mais, faut-il encore que cet Occident finisse par comprendre que cette position modérée et stabilisatrice peut devenir difficilement défendable si les foyers de troubles qui travaillent la région ne sont pas neutralisés. Qu'il serait, par exemple, de plus en plus difficile à l'Arabie Saoudite de continuer cette politique - qui est à la base de la sécurité de l'Occident - si le conflit Israélo-arabo-palestinien n'arrive pas rapidement à trouver une solution juste, équilibrée et équitable pour toutes les parties. Ce conflit restera donc le grand point d'interrogation au cours des prochaines années avec toutes les conséquences que cela pourrait produire sur le plan pétrolier. L'autre versant du problème de la sécurité des approvisionnements est le versant économique qui dépend directement de l'évolution probable des prix pétroliers durant les dix prochaines années. Que peut-on dire à ce sujet? A supposer que les problèmes politiques de la région finissent par diminuer de gravité, il me semble que le scénario suivant de l'évolution des prix pourrait avoir une certaine crédibilité.

4. Si le taux de croissance moyen des économies industrialisées s'établit à 3%, une augmentation moyenne de 3% annuellement en termes réels du prix de référence du pétrole de l'OPEP me paraît une hypothèse envisageable. Il s'agit, bien entendu, d'une moyenne sur dix ans, ce qui n'exclut pas évidemment des périodes plus ou moins prolongées de gel des prix suivies par des rajustements brusques comme ce fut le cas, d'ailleurs, durant la décennie qui vient de s'écouler. Si l'on considère, comme hypothèse seulement, que le taux d'infla-

tion moyen des pays de l'OCDE ne dépasserait pas 7% en moyenne durant les dix prochaines années (hypothèse optimiste) on peut avancer que le prix nominal du pétrole brut de référence de l'OPEP pourrait atteindre \$73 le baril en 1990 et en dollars courants. Les hypothèses qui sont à la base de mes projections furent volontairement choisies d'une manière optimiste et en excluant d'avance toute situation de pénurie prolongée causée par des troubles politiques.

Le dernier point pour compléter le panorama possible de la scène pétrolière touche les relations entre les pays producteurs, les pays consommateurs et les compagnies pétrolières. A cet égard, il me semble que:

5. De plus en plus le marché pétrolier va être dominé par les relations directes de sociétés d'Etat des pays producteurs aux sociétés d'Etat des pays consommateurs.

En effet, dans une période de moins de sept ans, cette catégorie d'échanges a passé d'environ 10% du marché en 1973 à quelque 45 à 50% aujourd'hui. Cette évolution va se poursuivre durant la prochaine décennie en raison de la volonté manifeste des pays producteurs de lier la vente de leur pétrole à des accords commerciaux plus globaux et à des accords sur le transfert de la technologie. C'est d'ailleurs pour cette raison que la plupart des pays consommateurs se sont rendus compte de la nécessité de créer leur propre société pétrolière d'Etat en lui donnant les moyens de pénétrer ce marché et d'être, ainsi, le pivot central de leurs relations économiques avec les pays producteurs. Il en est ainsi pour le Canada avec Pétro-Canada. Il en est ainsi, surtout, pour le Québec qui bien avant le fédéral et même bien avant la crise de 1973, avait fort judicieusement et avec une perspicace vision des choses, créé SOQUIP dès 1969. Avec le nouveau mandat que le gouvernement du Québec entend donner à cette

société d'Etat pour lui permettre de faire de l'exploration Outre-Mer et d'être un courtier sur le marché international du brut, il ne fait que répondre très adéquatement aux conditions nouvelles du marché et au défi suprême que constitue la sécurité des approvisionnements pétroliers du Québec dans les années futures.

II. L'autosuffisance du Canada en énergie

Face à cette situation énergétique mondiale pleine de risque que doit faire le Canada?

1. Il ne fait aucun doute dans mon esprit que le meilleur objectif que le Canada doit se fixer c'est de réaliser le plus rapidement possible son autosuffisance en matière énergétique. Un tel objectif est souhaitable politiquement et stratégiquement puisqu'il diminue la dépendance du Canada, surtout le Québec, envers les sources extérieures d'approvisionnements pétroliers. De plus, un tel objectif me paraît réalisable physiquement étant donné les potentialités importantes du pays en sources énergétiques de toutes sortes (sables bitumineux, pétrole lourd, gaz naturel, etc.). A cet égard, le Canada peut être considéré comme un pays privilégié par rapport à l'Europe et au Japon.

2. Mais, il ne suffit pas de disposer de ces potentialités physiques pour que l'autosuffisance puisse être considérée comme un objectif acquis ou facilement obtainable. Tout dépend de la politique énergétique qui sera appliquée et de l'adéquation entre les moyens utilisés et l'objectif à atteindre.

3. Il faut noter à cet égard, que la politique énergétique suivie depuis 1973 - surtout en ce qui concerne les prix pétroliers - constitue, à mon avis un

"péché originel" dont les effets négatifs sont difficilement contestables. En effet, la politique de subvention des prix pétroliers internes a eu comme résultats: a) mise en échec et transformation en vœux pieux des mesures d'économies d'énergies de telle sorte que la demande n'a pas baissé au niveau souhaitable; b) la compétitivité des produits canadiens sur le marché international n'a pas vraiment augmenté du fait de l'abaissement du coût de l'énergie mais plutôt de la baisse du dollar canadien sur le marché des changes; c) le taux de l'inflation ne s'est pas vraiment ralenti et le déficit budgétaire continue à battre des records; d) finalement cette politique à décourager l'exploration et la mise en marché des sources substitués.

4. A partir de cette situation franchement mauvaise, le gouvernement vient de proposer, il y a quelques jours une "nouvelle" politique énergétique globale. Il n'est pas dans mon intention de faire dès maintenant en avant une étude sérieuse de cette politique, des commentaires tranchés et définitifs. Je peux néanmoins indiquer ici les quelques critères d'ordre général qui vont me permettre d'examiner ultérieurement cette politique.

- Le premier critère est que toute politique d'autosuffisance exige des sacrifices réels pour toute la génération présente. On peut, certes, essayer de répartir ces sacrifices le plus équitablement possible entre les couches de la population. Mais on ne peut et on ne doit dissimuler le fait que la réalisation de cet objectif exige des investissements colossaux dont il faut trouver le financement quelque part.

- Le deuxième critère c'est que la plus importante source de financement de ces investissements réside, justement, dans la rente pétrolière. Si

cette rente est absorbée par les consommateurs sous forme de subventions à la consommation une source importante de financement se trouve être tarie. Dans cet esprit, maintenir un écart important entre les prix internes du pétrole et les prix internationaux constitue un choix qui ne favorise pas l'autosuffisance. Les résultats de cette politique durant les sept dernières années sont assez éloquents à cet égard.

- Le troisième et dernier critère est que tous les profits résultants de la hausse des prix pétroliers doivent être destinés exclusivement aux investissements dans les sources substitués autochtones partout où de telles ressources existeraient dans le pays. Ils ne doivent en aucun cas être utilisés pour équilibrer le budget de fonctionnement de l'Etat ou être transféré à des investissements dans d'autres pays.

Si ce principe est accepté par les provinces productrices et par les compagnies, cela permettrait d'assurer la meilleure utilisation possible par les provinces productrices de leur "heritage fund", une plus grande complémentarité économique entre les provinces et une augmentation du degré d'autosuffisance énergétique du Canada dans son ensemble tout en respectant le principe de la souveraineté des provinces sur leurs ressources naturelles.

III. Conclusion

"Le futur? Ah! Ça m'intéresse beaucoup. C'est là que je compte passer le reste de ma vie."